

LES JEUNES ATTENDENT DES PROPOSITIONS SUR L'ENVIRONNEMENT : QUELLES RÉPONSES DES PARTIS EUROPÉENS À LA VEILLE DES ÉLECTIONS ?

Par Stefano Feltri,
Journaliste à l'Institut pour l'élaboration des politiques européennes à l'Université Bocconi à Milan



En juillet 2023, au cours de l'été le plus chaud de l'histoire récente de l'humanité, une jeune italienne d'une vingtaine d'années, Giorgia, prend le micro pour poser une question au Ministre italien de l'Environnement, Gilberto Pichetto Fratin, à la fin d'un événement public. « Je suis inquiète pour mon avenir, ma région d'origine, la Sicile, est en proie aux incendies de forêt, et je souffre d'éco-anxiété », a déclaré Giorgia, dont la voix s'est brisée et qui s'est mise à pleurer.

La vidéo est devenue virale, car lorsque le Ministre Pichetto Fratin, qui n'est pas réputé pour sa sympathie à l'égard des défenseurs de l'environnement, a tenté de répondre, il a été tellement ému qu'il s'est mis à pleurer lui aussi.

Toutefois, à la veille des élections européennes de juin 2024, la crise climatique a disparu de la liste des priorités des partis européens.

Dans le cadre de sa candidature à un second mandat en tant que Présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen a adouci son message sur le climat après que son parti - le Parti populaire européen - a appelé à une « pause réglementaire » dans ce domaine.

Le climat est devenu un sujet de clivage générationnel majeur : une enquête réalisée en 2023 a demandé à 10 786 jeunes Européens quelle devrait être la principale priorité de l'action politique de l'UE. La réponse la plus populaire - avec 67 % de soutien - a été la lutte contre la crise climatique.

Toutefois, à l'approche des élections, les institutions européennes et les gouvernements nationaux se sont montrés étonnamment ouverts à concéder tout ce que les agriculteurs et les lobbyistes de l'agro-industrie demandaient. Le mouvement dit « des agriculteurs » a, au moins temporairement, éclipsé la rhétorique verte qui était autrefois omniprésente dans tous les documents ou événements de la Commission.

Selon la littérature économique la plus récente, il n'existe aucune preuve empirique du « contrecoup vert » largement commenté : les politiques de transition écologique n'ont pas d'impact négatif sur le soutien au gouvernement qui les met en œuvre. Les mouvements populistes et nativistes profitent davantage de l'augmentation des inquiétudes liées aux migrations. Mais en raison du contexte géopoliti-

tique de plus en plus hostile, les priorités du débat européen sont passées du climat à la défense et à la sécurité. Ce n'est pas une bonne nouvelle pour les jeunes Européens, et ce pour deux raisons.

Tout d'abord, aussi terribles et tragiques qu'elles soient, les guerres se terminent généralement au bout de quelques années, et le temps qui passe facilite le cessez-le-feu, car toutes les parties impliquées dans le combat manquent de munitions, de ressources et de troupes. Au contraire, la crise climatique ne suit pas le même chemin : plus le temps passe, plus les politiques d'atténuation et d'adaptation deviennent coûteuses et moins efficaces. La hausse des températures est un ennemi plus dangereux que le Président russe Vladimir Poutine, en particulier pour les jeunes générations.

Deuxièmement, la politique industrielle axée sur la défense a un effet secondaire important pour les jeunes : les générations plus âgées peuvent mettre fin à toute critique en disant que les gouvernements nationaux et les institutions européennes doivent investir aujourd'hui pour construire un avenir plus sûr pour demain, dans l'intérêt des enfants d'aujourd'hui et de demain.

Étant donné que la recherche et le développement militaires, tout comme l'acquisition de matériel de défense, prennent du temps, le message des décideurs politiques est qu'ils allouent des ressources publiques à la sécurité pour prévenir les guerres futures, plutôt que pour influencer sur les conflits actuels en Ukraine et au Moyen-Orient.

Cependant, le passage du climat à la défense dans le discours public a ramené l'horizon des décideurs politiques à la normale : l'avenir est une excuse pour avoir un déficit plus élevé et une dette publique croissante aujourd'hui, avec des investissements publics plus importants dans le secteur de la défense et, si nécessaire, un soutien temporaire pour atténuer l'impact social de la crise géopolitique.

D'un autre côté, la crise climatique exige une approche différente, avec des taxes immédiatement plus élevées sur les industries et les biens à forte émission, une coopération internationale, une redistribution des ressources et des transferts de technologie de l'UE (et des États-Unis) vers les pays du Sud. En outre, les industries brunes et les combustibles fossiles sont censés devenir plus chers.

Selon une autre enquête menée au niveau européen par la Banque européenne d'investissement (BEI) en 2023, 66 % des Européens sont favorables à des mesures gouvernementales plus strictes pour imposer un changement de comportement personnel. Cette proportion est plus élevée - 72 % - chez les personnes de moins de 30 ans.

Cependant, la BEI est l'une des nombreuses institutions européennes de premier plan dont les priorités passent du climat à la sécurité : la nouvelle présidente de la BEI, Nadia Calviño, subit des pressions de la part des gouvernements nationaux pour assouplir les restrictions qui ont jusqu'à présent empêché la BEI de soutenir des projets militaires ou des projets de technologie à double usage.

Au plus fort des crises pandémiques, en 2020, l'UE et les gouvernements nationaux ont approuvé ce que l'on appelle « l'UE de la prochaine génération » pour construire une Union européenne plus résiliente dans l'intérêt d'une génération qui a été gravement affectée par les perturbations sociales qui sont apparues comme un effet secondaire des politiques de lutte contre la contagion.

Les subventions et les prêts s'élèvent à 712 milliards d'euros, l'Italie étant le principal pays bénéficiaire, puisqu'elle a été la plus touchée par la pandémie, selon les critères de la Commission européenne.

Moins de quatre ans plus tard, le premier bilan est loin d'être enthousiasmant : l'Italie peine à respecter les étapes et les objectifs, une grande partie des fonds a été allouée à des projets d'infrastructure très traditionnels, sans impact spécifique sur les générations futures, le Parquet européen a découvert des fraudes et des escroqueries liées aux projets et aux fonds NextGenEU pour des centaines de millions d'euros, dans différents pays.

Il n'est donc pas surprenant que le scepticisme augmente quant à l'idée de reproduire l'approche NextGen pour financer d'autres initiatives au niveau de l'UE à l'aide de la dette européenne commune.

La prochaine génération à laquelle le plan de l'UE a donné son nom n'est pas responsable du résultat décevant de l'investissement de 712 milliards d'euros, mais les jeunes seront les victimes les plus probables de la désaffection pour la planification à long terme qui sera un héritage durable du plan NextGen.

Pour toutes ces raisons, les jeunes Européens âgés d'une vingtaine d'années n'ont aucune raison d'être optimistes quant à l'issue politique des élections européennes de juin 2024.

Cependant, tous les événements majeurs qui ont façonné le mandat 2019-2024 étaient totalement imprévisibles : une pandémie mondiale, une crise énergétique majeure, une guerre à la frontière est-européenne de l'UE.

Il n'y a donc aucune raison de penser que nous pouvons prédire ce qui se passera dans les cinq prochaines années, et les priorités politiques qui semblent aujourd'hui gravées dans le marbre pourraient à nouveau changer. ■